

Conclusions 2023 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Algérie

En 2023, l'Algérie a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. L'Organe national de la protection et de la promotion des droits de l'enfant a lancé une application de téléphonie mobile pour faciliter le signalement des cas d'enfants victimes de maltraitance, y compris par le travail. L'État a ouvert huit nouvelles écoles dans les zones rurales pour améliorer l'accès à l'éducation. Par ailleurs, en mai 2023, une nouvelle loi a été promulguée prévoyant des peines plus lourdes pour l'utilisation d'enfants aux fins d'obtenir des stupéfiants et des psychotropes et érigeant en infraction l'exploitation d'enfants dans la promotion de stupéfiants ou de psychotropes. Malgré cela, la loi ne criminalise toujours pas la production et le trafic de stupéfiants. Des lacunes subsistent car la participation d'enfants à la production ou au trafic de stupéfiants n'est pas érigée en infraction pénale. Par ailleurs, les autorités n'ont pas spécifié au moyen d'une loi ou d'une réglementation nationale les types de travaux qui constituent un danger pour les enfants. En outre, bien que l'Inspection du travail soit autorisée à effectuer des inspections sur tous les lieux de travail, les inspecteurs ne mènent pas d'enquêtes sur certains d'entre eux (comme les chantiers informels) sans le dépôt préalable d'une plainte, d'où des cas de travail des enfants qui passent inaperçus.

Les mesures suggérées ci-dessous – si l'État les appliquait – combleraient les lacunes identifiées par le département du Travail des États-Unis relatives à la mise en œuvre des engagements internationaux de l'Algérie visant à éliminer les pires formes de travail des enfants.

Domaine	Mesure proposée
Cadre juridique	Durcir les sanctions en cas d'utilisation d'enfants dans toutes les activités illicites, y compris l'utilisation, l'obtention et l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants, ou classer séparément cette infraction.
	Déterminer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, les types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans.
	Frapper d'interdiction pénale le recrutement de mineurs de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques.
Application	Publier des informations sur l'application des lois du travail par l'Inspection du travail, notamment sur le nombre de violations relatives au travail des enfants pour lesquelles des sanctions ont été imposées et des amendes perçues.
	Publier des informations sur l'application du droit pénal relatif au travail des enfants, notamment le nombre de poursuites, de condamnations et d'amendes perçues pour des infractions liées aux pires formes de travail des enfants.
	Mener des inspections dans tous les types de lieux de travail, y compris les lieux informels comme les chantiers de construction.

Domaine	Mesure proposée
	Veiller à ce que le nombre d'inspections du travail menées corresponde aux moyens dont dispose l'Inspection du travail, afin de maintenir une qualité et une portée adéquates des inspections.
Politiques gouvernementales	Adopter une politique nationale qui porte sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment la mendicité forcée et les métiers des rues.
Programmes sociaux	Rechercher et publier des informations détaillées sur les mineurs impliqués dans le travail des enfants ou susceptibles d'y être impliqués, préciser les activités concernées, y compris celles du secteur du bâtiment, et publier des données pour éclairer les politiques.
	Élargir les programmes sociaux existants pour traiter toute la portée du problème du travail des enfants, y compris les métiers des rues et la mendicité forcée, en particulier parmi les enfants migrants qui travaillent.
	Prendre des mesures pour éliminer les obstacles à l'éducation des enfants migrants, notamment les barrières linguistiques et la documentation sur l'éducation, tout en élargissant les programmes sociaux pour lutter contre les taux d'abandon scolaire dans la région sud du pays.